





III^e PARTIE

Regarder l'avenir, agir maintenant



Des défis à la mesure de nos

Des défis à la mesure de nos



Au cours des cinq années qui ont suivi les grandes actions de l'an 2000, la Marche mondiale a relevé le défi de passer d'une campagne ponctuelle à un mouvement mondial permanent qui a pris forme lors de l'action internationale de 2005. L'élaboration de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité marquait l'aboutissement de nos efforts pour nous comprendre, trouver un terrain d'entente, parvenir à des accords et consolider notre identité politique. Le

relais de la Charte et de la Courtepointe a été conçu pour renforcer les coordinations nationales (CN), la collaboration entre elles, l'engagement des groupes locaux, surmontant diverses limites liées à l'organisation et la logistique.

Aujourd'hui la Marche commence une nouvelle étape de son histoire : c'est le moment de nous affirmer comme un mouvement social incontournable. Dans cette perspective, on identifie plusieurs défis :

- ❑ l'approfondissement de l'élaboration politique commune autour de l'action de la Marche, la formation des militantes et l'amélioration de notre capacité de réaction face à des situations urgentes
- ❑ la consolidation des coordinations nationales et régionales de la Marche, en particulier dans les régions où la structure du mouvement est plus fragile comme en Europe de l'Est, en Asie et dans certaines parties de l'Afrique, mais aussi dans des lieux stratégiques comme certains pays du G-8 où la Marche n'est pas active (États-Unis, Allemagne, Canada, Royaume-Uni et Russie)
- ❑ la diffusion du message de la Marche en tant que processus permanent, pas seulement comme un mouvement réalisant des actions ponctuelles

En même temps, le contexte politique international dans lequel nous vivons depuis plusieurs années ne facilite pas le travail de la Marche. Les guerres en Afghanistan et en Irak, les conflits armés internes dans la région



des Grands lacs en Afrique, ceux en Colombie, l'instabilité politique en Haïti (pour ne citer que ceux-là) facilitent la montée des politiques du « tout sécuritaire », donnent une impulsion aux industries de l'armement et ouvrent la porte aux restrictions des libertés (invoquées au nom de la « lutte contre le terrorisme »). La droite religieuse gagne du terrain dans de nombreux pays, censurant les luttes des femmes et les privant de moyens financiers. Pire encore, leurs droits sont sacrifiés. Dans ce contexte, encore une fois, les problèmes des femmes sont relégués au second rang des préoccupations des dirigeants.

La mondialisation néolibérale qui soutient ces mouvements de fond a des répercussions immédiates et souvent dramatiques sur la vie des femmes, augmentant la pauvreté, les migrations, les violences, la prostitution. Un geste a souvent des répercussions multiples. Par exemple, l'implantation d'une usine dans un pays peut être le fruit de délocalisations entraînant des pertes d'emplois dans le pays d'où l'usine est délocalisée, signifiant la création d'emplois avec des conditions de travail précaires dans le nouveau pays d'accueil et pouvant avoir des conséquences négatives sur l'environnement, etc. On se rend compte à quel point la situation s'est compliquée au cours des dernières années, compliquant aussi le travail des militantes. D'une part, il leur est plus difficile de décoder la réalité qu'elles vivent. D'autre part, il leur est plus difficile d'agir contre les responsables, ceux-ci étant souvent des organes de décision physiquement absents du pays où ils opèrent. D'où le rôle didactique de la Marche.

Voir le texte
" Pour comprendre
un monde de plus en
plus complexe ",
page 28

Thèmes au centre des débats dans la Marche

Les positions politiques de la Marche sont discutées au sein du Comité international, où siègent deux femmes d'Afrique, deux d'Asie, deux des Amériques, deux d'Europe, une du monde arabe, ainsi que la coordinatrice de la Marche. Elles sont ensuite soumises aux participantes



de la Rencontre internationale qui a lieu au moins une fois tous les deux ans. Le consensus est, généralement, la règle. S'il y a besoin d'aller jusqu'au vote dans une Rencontre internationale, chaque coordination nationale a droit à un vote. Pour être valide, une proposition doit recevoir l'appui d'au moins 2/3 tiers des coordinations nationales présentes. En cas d'égalité du nombre de voix ou s'il y a une importante disparité régionale dans le vote, le comité chargé du déroulement de la Rencontre sera invité à proposer une ou des solutions.

Le texte des 17 revendications et la Charte mondiale des femmes ont ainsi été approuvés par une très forte majorité des participantes. Toutefois, certains thèmes ont, et continuent de susciter le débat au sein de la Marche. Ces thèmes sont l'homosexualité et l'avortement, deux thèmes qui concernent le corps des femmes, le rapport à la sexualité et le contrôle des femmes sur leur fonction de reproduction, ainsi que la prostitution.

La plate-forme de revendications, adoptée en 1998 et révisée en 2001, porte deux revendications concernant les femmes lesbiennes. Celles-ci n'ayant pas reçu l'appui de l'ensemble des femmes présentes à la rencontre de 1998, elles n'ont pas été reprises par certaines coordinations nationales. Cependant, elles font partie intégrante de la plate-forme mondiale.

Pour la majorité des représentantes des Amériques, d'Europe et d'Asie, l'idée qui prédomine est qu'il n'existe pas de féminisme sans la reconnaissance de l'hétérosexualité comme norme imposée par le patriarcat. En revanche, pour la majorité des déléguées du Moyen-Orient et d'Afrique qui agissent dans des contextes culturels, juridiques et religieux complètement différents, cette position n'est pas du tout évidente. Il suffit de rappeler que, dans huit pays, l'homosexualité est condamnée par la peine de mort ou de très lourds châtements, que, dans une dizaine de pays, les réclusions sont supérieures à dix ans et que, dans plusieurs dizaines de pays africains et asiatiques, les peines de prison peuvent varier d'un à deux ans. Ce cadre juridique correspond à la suprématie d'une idéologie réactionnaire à laquelle même les militantes des mouvements progressistes n'échappent pas. Nous ne sommes ni des Martiennes, ni des super femmes, mais des personnes qui vivent dans des contextes réels qui sont à la base de nos pensées et sentiments. Que faire face à ce qui pourrait être une impasse ? Expulser toute une région de la Marche pour n'être pas assez féministe ? Ou – comme nous le vivons souvent à gauche – sacrifier des nécessités considérées comme secondaires en faveur des principales ?

Aucune de ces deux possibilités n'est acceptable. Souvent, nous faisons des compromis concernant des décisions en proposant de produire des docu-

ments pour aller plus à fond dans l'échange d'idées. C'est à partir d'une attitude de profond respect et une grande volonté d'apprendre avec les expériences réelles de la vie que nous élaborons un processus de dialogue. Dans ce dialogue, nous partageons des histoires de vie de femmes lesbiennes qui vivent dans des pays où existe une forte répression, de femmes qui affrontent une grossesse indésirable ou même des curiosités pour savoir comment est l'amour entre femmes.

La Déclaration des valeurs de la Marche, adoptée le 22 mars 2003 lors de la IV^e Rencontre internationale de la Marche mondiale à New Delhi, en Inde affirme : « Nous considérons qu'il est urgent d'affirmer et de défendre nos droits sexuels et reproductifs, y compris le droit à un choix éclairé, en assurant notamment un accès gratuit aux soins de santé et à des méthodes sûres de contraception et d'avortement. » Vu la résistance des femmes de certains pays, où elles sont confrontées au poids des forces religieuses et au poids, tout aussi lourd, de l'image de la femme productrice et reproductrice de la vie, la Charte mondiale des femmes, réaffirme simplement que « les femmes prennent librement les décisions qui concernent leur corps, leur sexualité et leur fécondité. Elles choisissent d'avoir ou non des enfants. »

Liberté, affirmation
4 : voir le texte
de la Charte page 61

Plus récemment, ce sont les différentes approches sur la prostitution qui sont source de débats dans les Rencontres. La majorité des militantes de la Marche établissent des liens entre la traite des personnes, le tourisme sexuel et la prostitution.

L'industrie de la prostitution est en plein essor, en raison de l'offre de femmes du Sud et de l'Est, entre autres. De plus, l'expansion des relations de marché et la suprématie au niveau universel du modèle « acheteur-vendeur » banalisent la prostitution. Il y a certaines femmes à la Marche qui pensent que la réglementation de la prostitution permettra de mettre un terme à la traite des femmes. D'autres croient que cela entraînera le renforcement de cette pratique violente.



Un processus permanent, non sans embûches

En tant que mouvement international ancré dans le contexte local, la Marche est basée sur les mobilisations. De ce fait, elle pose parfois aux



femmes la question de leur appartenance et du lieu de leur lutte. Il leur arrive aussi d'être tiraillées entre deux niveaux de solidarités : international / local-régional-national. Sur le terrain, il s'agit de faire souvent un long travail d'explication, qui mettra en évidence le lien entre le rôle des institutions internationales et les causes de la pauvreté et de la violence avec le quotidien des femmes, à la base. Tout ce travail collabore au défi de compréhension assumé par la Marche comme un processus permanent

Ceci demande, de la part des organisatrices, la production de matériel qui puisse être compris par les femmes du monde entier ou qui soit facilement adaptable. Et de la part des femmes, sur le terrain, cela exige du temps, ce dont elles manquent cruellement. Au manque de temps, s'ajoute celui de ressources financières (ne serait-ce que pour le transport). Ce défi requiert également le développement d'instruments et de politiques relatives à la communication de la Marche avec la base et le public extérieur, à travers, par exemple, des moyens conventionnels et alternatifs, le renforcement des canaux de communication déjà existants (listes, bulletins et site) et la traduction des contenus en diverses langues, en plus de l'anglais, le français et l'espagnol (langues de travail).

Comme l'ensemble des organismes communautaires, la Marche en tant qu'entité (secrétariat et comité international) et ses membres sont sans cesse confrontées à la faiblesse et la précarité des ressources financières, au manque de personnel (en considérant la somme des tâches). Souvent, ce sont les mêmes personnes qui accomplissent un travail sur le terrain, font partie d'une coordination nationale et qui assurent la liaison avec le Secrétariat international de la Marche. Parfois aussi, les femmes se sont organisées en vue d'un objectif bien précis. Une fois cet objectif atteint, le groupe se dissout et ne se reconstitue pas. Enfin, certaines femmes doivent aussi surmonter des poids sociaux et culturels pour se joindre à un mouvement, prendre la parole et agir.

Le chemin pour consolider la Marche, la rendre incontournable et irréversible, selon notre souhait, est encore long à parcourir.

La Marche mondiale des femmes dispose d'atouts considérables, tels que la grande souplesse de sa structure, le dynamisme et la créativité de ses membres, son aptitude à construire une analyse et une action pouvant toucher des femmes de toutes les régions du monde. Cette force vient de notre capacité de dialogue et de construction de positions communes dans un univers où nous vivons des situations semblables avec une volonté commune : changer le monde et changer la vie des femmes.

